



# LA DIRECTION PATINE OU BARATINE, L'AVENIR EST PLUS QUE FLOU : IL EST TEMPS D'AGIR À NOUVEAU

Mercredi 27 janvier 2010

La réunion CE de ce lundi 25 janvier n'a fait que confirmer les très mauvaises impressions qui se sont renforcées ces derniers mois. Le déclenchement du Droit d'Alerte met la pression sur la direction et semble révéler encore plus qu'elle est complètement dépassée par la situation.

**Une nouvelle fois, la direction s'est dite dans l'incapacité de répondre aux questions posées sur l'avenir du site, sur l'avancement des projets, sur sa capacité à financer les futures productions ... Elle ne fait que répéter un discours du genre « soyez patients, ça va venir, les Chinois vont signer un voire deux contrats, les banques vont accorder leurs prêts, etc ... ».**

Dans les faits nous ne voyons strictement rien venir. N'ayant rien à répondre pour rassurer ou pour montrer que les choses avancent réellement, la direction s'attaque aux syndicats (ou à certains syndicats) laissant même entendre qu'ils pourraient être responsables de l'échec des projets. Voilà une direction qui perd les pédales et qui reprend son chantage classique dès lors que la menace plane d'une éventuelle mobilisation des salariés.

## ***C'est clair, la direction se moque du monde !***

Tout d'abord, elle s'en prend au choix de lancer le droit d'alerte. « *C'est une erreur* » car cela va mettre en évidence les inquiétudes et le manque de confiance. Cela pourrait même faire hésiter les entrepreneurs chinois ! Depuis des mois qu'ils « *sont sur le point de signer* » voilà qu'ils reculeraient à cause du droit d'alerte ? Sans rire, la direction nous informe que internet et « google » existent aussi en Chine et que nos futurs clients chinois pourraient voir que les salariés se mobilisent. Ce qui évidemment pourrait les faire fuir, toujours d'après une direction, décidément très fine psychologue.

**La direction nous refait son coup favori, celui du chantage et de la pression. Cela avait commencé en 2007/2008, lors de la mobilisation. A l'époque, les premières manifestations, journées de grève et le blocage de l'usine risquaient d'indisposer Ford et de les faire partir avant l'heure. Puis à l'occasion de la manifestation au salon de l'automobile, la direction criait encore au loup et parlait du risque de faire fuir les éventuels repreneurs ! Et voilà que maintenant la comédie au sujet des clients chinois !**

C'est pas se moquer du monde ? Quel culot en effet de la part de la direction. N'arrivant pas à confirmer un débouché pour la transmission « Ford », elle ne trouve pas d'autres solutions que de s'en prendre aux syndicats et aux salariés qui s'inquiètent. La direction, par manque d'argument, essaie de faire diversion et attaque encore les syndicats en dénonçant les soi-disant violences dont elle aurait été victime lors de la manifestation du 24 octobre ! Ça part en vrille !

**Cela fait plus d'un an que la mobilisation pour la défense des emplois s'est mise en veille. Il faut dire que la fin d'année 2008 avait mis la direction en situation compliquée. Même dans la période de « chômage technique », les rassemblements, les manifestations, les rencontres avec les élus et les pouvoirs publics n'avaient pas cessé. Nous avons multiplié toutes ces actions pour maintenir la pression et essayer de pousser à ce que nous arrivions vraiment à une reprise.**

Forcément, le 2 février 2009, l'annonce de la reprise en grande pompe, a changé la donne. Même sceptiques, nous savions que la mobilisation allait se mettre en veille car il s'agissait de « négocier » pour assurer la meilleure reprise possible. Stopper la mobilisation était d'ailleurs un des objectifs de Ford : tout le bruit autour de son désengagement devait s'arrêter.

Depuis cette période, nous n'avons jamais cessé de dénoncer le manque de transparence de la direction et avons exprimé en permanence notre méfiance. Nous avons refusé de donner un avis favorable à la reprise. Aujourd'hui, les événements nous donnent « raison » mais il n'y a pas de quoi être satisfaits. **Raison ou pas, le problème reste d'être en capacité de défendre tous nos emplois.**

## ***Situation dangereuse mais pas sans issue***

Le Droit d'Alerte est un outil important car il permet d'exprimer l'inquiétude et dénoncer le manque d'informations. Mais ce n'est pas non plus une solution miracle. Il est évident pour nous que c'est un moyen de souligner l'urgence de la situation, de rappeler à tout le monde que l'inquiétude se transforme en sentiment de danger. D'une certaine manière, le lancement de cette procédure a été un petit électrochoc vis-à-vis de l'opinion publique, des élus et des médias.

**Mais cela ne suffit pas. Pour remettre la pression sur les pouvoirs publics, sur le gouvernement et sur Ford (qui reste décisionnaire dans les statuts de FAI jusqu'à fin 2011), il y a un autre outil qui est irremplaçable : c'est la mobilisation des salariés. Nous en avons l'expérience puisque c'est notre lutte menée entre 2007 et 2009 qui a permis d'éviter une fermeture programmée secrètement pour cette année.**

Oui, l'intervention des salariés est primordiale. L'activité seule des élus, aussi bons soient-ils, aussi « robustes » ou « passionnés » soient-ils, ne suffira pas à imposer aux patrons associés la sauvegarde du site et des emplois. Il faut la force des salariés qui prennent leurs affaires en main. Il s'agit du sort de tout le monde. L'enjeu est trop important à la fois pour nos emplois de « fordistes » mais aussi pour les milliers emplois induits (sous-traitance + toute l'activité économique liée à FAI).

**Notre force, c'est l'unité des salariés mais aussi leur détermination à défendre sans cesse tous les emplois. Nous avons toute la légitimité pour mener cette bataille sans rien lâcher. Nous avons tout intérêt à nous opposer à l'idée même de suppressions d'emplois. Il nous faut dénoncer les manipulations de la direction, son hypocrisie sans limite.**

Car il y a un an, au moment de l'officialisation de la reprise, que ce soit le gouvernement, quelques élus importants et la FMC, tous ces gens là avaient fanfaronné pour affirmer sans hésitation que « *l'usine et tous les emplois sont sauvés* » ! Rappelons-nous des balivernes qu'ils nous sortaient, du style « *grâce à la crise, le site s'en sortira* », « *Hay grande famille d'industrielle qui a les reins solides* ». Aujourd'hui, c'est sûr, nous sommes loin de ces déclarations grandiloquentes.

### ***2 février 2010 : un an après l'annonce, mobilisons-nous***

Il est temps pour nous de reprendre le chemin de la mobilisation. Les mois passent et le danger semble encore plus proche. Encore une fois, nous ne disons pas que tout est fichu ou que la direction a prévu la fermeture de l'usine à court terme. Nous n'en savons rien. Mais il n'est pas question d'attendre encore sans rien faire.

**Comme nous l'avons dit, la mobilisation des salariés est nécessaire pour exercer une pression utile sur les pouvoirs publics et le gouvernement. Contrairement à ce que dit la direction en réunion, nous n'avons absolument pas envie « de tout casser, de tout détruire ». Et c'est là encore une grosse escroquerie. Ce sont les patrons qui « cassent et détruisent » les emplois, certainement pas les syndicats et les salariés qui, au contraire, se mobilisent pour les défendre.**

Nous avons proposé lors de l'intersyndicale du 26 janvier d'organiser une action commune et symbolique le jour anniversaire de l'annonce de la reprise. Nous avons insisté sur l'importance de cette action pour tirer la sonnette d'alarme et montrer que nous n'avons pas l'intention de nous laisser baratiner encore longtemps. Nous avons insisté aussi sur le fait de coordonner nos efforts ce jour là pour distribuer ensemble des tracts à la population, d'inviter les médias en organisant une conférence de presse, d'inviter les élus pour débattre de la situation.

**Malheureusement, nous n'avons convaincu aucun des syndicats et nous sommes donc seuls à appeler à une action le 2 février. Nous le regrettons d'autant plus fortement qu'il y a toutes les raisons de faire quelque chose maintenant : un droit d'alerte voté à l'unanimité, une réunion CE qui a suivi sans aucune réponse de la direction, une situation d'urgence sur les projets et l'avenir du site, les élus qui recommencent à intervenir.**

Cette journée est l'occasion d'exprimer un mécontentement bien réel dans l'usine. Depuis plusieurs semaines, nous sommes sollicités par de nombreux salariés pour agir.

**Nous ne pouvons plus attendre, le temps joue contre nous. Re-agissons !**

Dans les prochains jours, nous apporterons les détails de cette journée de mobilisation.